

Audience publique du 17 novembre 2009

Recours formé par la société anonyme ... S.A.,
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise d'impôts

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 25183 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 17 décembre 2008 par la société anonyme ... S.A., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction, comparant par Monsieur ..., administrateur, établie et ayant son siège social à L-..., tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 5 juin 2007 portant rejet de sa demande de remise gracieuse d'impôts;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 17 mars 2009 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en sa plaidoirie à l'audience publique du 23 septembre 2009.

Vu l'avis du tribunal administratif du 7 octobre 2009 prononçant la rupture du délibéré et refixant l'affaire au 21 octobre 2009 pour plaidoiries.

Le juge-rapporteur entendu en son rapport complémentaire, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 11 novembre 2009.

Par taxation d'office pour non remise des livres, des comptes salaires et des frais, l'administration des Contribution directes émit en date du 28 octobre 2005 un bulletin de la retenue d'impôt sur les salaires et les pensions portant fixation de compléments de retenue pour les exercices 2001 à 2004 à l'encontre de la société anonyme ... S.A., ci-après « la société ... ».

En date du 3 octobre 2006, la société anonyme ..., informa l'administration des Contributions directes que sa fiduciaire ne lui aurait pas transmis les différents courriers et demanda l'annulation les impositions sur salaires depuis 2001, dans la mesure où elle n'emploierait pas de personnel au Luxembourg.

Le 2 janvier 2007, l'administration des Contributions directes informa la société ... qu'une suite favorable ne saurait être donnée à sa demande pour cause de tardiveté de celle-ci.

Par courriers des 19 janvier et 7 mai 2007, le mandataire de la société ... s'adressa au directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après « le directeur », afin de solliciter une remise gracieuse des impôts sur salaires pour les années 2001 à 2004.

Par décision du 5 juin 2007, le directeur répondit en les termes suivants :

« Vu la demande présentée le 8 mai 2007 par Maître ... au nom de la société anonyme ..., établie à L-..., ayant pour objet une remise d'impôts et d'intérêts par voie gracieuse concernant les années 2001 à 2004;

Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996;

Considérant que la demande conteste au fond les taxations établies d'office de l'impôt sur les salaires pour les années en question ;

Considérant que les bulletins d'impôt visés par la demande sont coulés en force de chose décidée;

Considérant que d'après le paragraphe 131 AO une remise gracieuse n'est envisageable que si, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable, la perception des impôts apparaît comme constituant une rigueur incompatible avec le principe de l'équité ;

Considérant que la requérante n'a pas donné suite aux injonctions administratives de remettre les déclarations qui permettent la vérification des retenues d'impôt auprès de l'employeur pour les années en cause;

Considérant que dans le cas d'espèce, le bureau d'imposition a procédé à bon droit à la taxation des retenues sur traitements et salaires de la requérante sur base du paragraphe 217 AO, compte tenu des données de la cause ; que la requérante doit s'imputer à elle-même les conséquences éventuellement désavantageuses de la taxation (cf. Conseil d'Etat du 11 avril 1962 N°5742 et Cour adm. du 30 janvier 2001, N°12311C) ;

Force est de constater que le moyen invoqué, s'analyse en une contestation de la légalité matérielle de l'imposition, étrangère en tant que telle à la matière gracieuse (cf. T.A. N°11196 du 27.10.99 et confirmé par C.A. N°11703C du 30.03.2000) ;

Considérant qu'une rigueur subjective ne saurait être admise, faute de motivation dans ce sens;

Considérant que partant les conditions pouvant légalement justifier une remise gracieuse ne sont pas remplies ;

La demande en remise gracieuse est rejetée.

[...] »

En date du 15 septembre 2008, la société ... réitéra sa demande de remise gracieuse. Par courrier du 6 octobre 2008, l'administration des Contributions directes informa la société ... que la décision directoriale en cause aurait été dûment émise et notifiée en date du 5 juin 2007, de sorte qu'un redressement de cette décision ne serait pas envisageable.

Par requête déposée le 17 décembre 2008, la société ... a fait introduire un recours contentieux contre la décision directoriale de rejet du 5 juin 2007.

Force est de prime abord de constater que la demanderesse ne précise pas si elle entend introduire un recours en réformation ou en annulation, de sorte qu'il y a lieu d'admettre qu'elle a entendu introduire le recours admis par la loi.¹

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 131 de la loi générale des impôts, dite « *Abgabenordnung* », ci-après dénommée « AO », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur portant rejet d'une demande de remise gracieuse d'impôt. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation.

Le délégué du gouvernement soulève l'irrecevabilité de la requête introductive d'instance pour cause de tardiveté, dans la mesure où la décision directoriale litigieuse aurait été régulièrement notifiée au mandataire de la demanderesse en date du 5 juin 2007 et où aucune circonstance susceptible de justifier un relevé de forclusion ne pourrait être retenue.

Le demandeur ne prend pas position par rapport au moyen d'irrecevabilité soulevé par le délégué du gouvernement.

Aux termes de l'article 8. (3), 4. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif : « *Le délai pour l'introduction des recours visés aux points 1. et 2. ci-avant est de trois mois.* »

En l'espèce, il ressort du dossier administratif que la décision directoriale litigieuse a été envoyée par lettre recommandée au mandataire de la demanderesse en date du 5 juin 2007, de sorte qu'elle est présumée avoir été réceptionnée trois jours plus tard par le mandataire de la demanderesse en vertu de l'article 88 (3) de AO, à savoir le 8 juin 2007. En effet, l'article 88 (3) de la AO dispose : « *Die Behörde kann durch eingeschriebenen Brief zustellen. Die Zustellung gilt mit dem dritten Tag nach der Aufgabe zur Post als bewirkt, es sei denn, dass der Zustellungsempfänger nachweist, dass ihm das zuzustellende Schriftstück nicht innerhalb dieser Zeit zugegangen ist.* »

A défaut de contestations quant à la régularité de la notification de la décision directoriale litigieuse, force est au tribunal de constater qu'il découle de l'ensemble des considérations développées ci-dessus que le délai pour introduire un recours contentieux contre la décision directoriale du 5 juin 2007 précitée a expiré en date du 8 septembre 2007, de sorte que le recours déposé en date du 17 décembre 2008 est irrecevable pour cause de tardiveté.

¹ Voir TA 18 janvier 1999, n° 10760 du rôle, Pas. adm. 2008, v° Recours en annulation, page 475, n° 53 et les références y citées

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

se déclare compétent pour connaître du recours en réformation ;

déclare le recours irrecevable pour cause de tardiveté ;

condamne la demanderesse aux frais ;

Ainsi jugé par :

Catherine Thomé, premier juge,
Claude Fellens, juge,
Françoise Eberhard, juge

et lu à l'audience publique du 17 novembre 2009 par le premier juge, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Catherine Thomé

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 17.11.2009

Le Greffier du Tribunal administratif